



**Premièrement :**

# **La stratégie appliquée à Naval Group n'est pas industrielle !**

**Cela fait maintenant plus de 2 ans que la Direction Générale admet travailler à un rapprochement avec l'industriel italien Fincantieri. Depuis le début de ce dossier, la CGT n'a de cesse d'alerter sur les dangers que représente cette orientation dans la stratégie de NOTRE entreprise. Il est en effet important de rappeler que les principaux dirigeants de NOTRE entreprise sont nommés et agissent en fonction des consignes reçues par l'actionnaire principal de Naval Group qui est l'État.**

Si on rajoute à cela le fait que le socle de notre activité, économiquement et industriellement, est encore pour bon nombre d'années directement issu des commandes de l'État, l'identité de notre VRAI PATRON ne fait aucun doute !

Avec de telles données d'entrées, que ce soit en tant que personnels de Naval Group mais également en tant que citoyens, nous avons tous notre mot à dire concernant NOTRE entreprise.

La CGT a décidé de sortir de sa zone de confort en allant parfois au-delà de la simple condamnation du projet Poséidon (nom de code du rapprochement avec Fincantieri). Nous avons, et ce à plusieurs reprises, repris les arguments utilisés par les défenseurs de ce projet pour tester leur validité et leur pertinence.

**Point par point, semaine après semaine, nous avons eu de cesse de démontrer le manque de pertinence et parfois l'aspect opportun, voire malhonnête, de certains arguments.**

Il semble que les adeptes des rapprochements industriels et autres alliances aient franchi un cap dans leur argumentaire, quitte à allégrement franchir les limites du ridicule.

Si on les écoute, la règle est devenue simple : ***" Si une entreprise détenue par l'État va mal, il faut la confier aux mains expertes du privé et si une entreprise détenue par l'état va bien, il faut la vendre car c'est à ce moment qu'elle vaut le plus cher !"***

Tout est bon dès lors que cela sert les intérêts des actuels ou futurs actionnaires privés. Ce qui vient de se passer avec la loi Pacte 2019 en est une éclatante démonstration. L'État cherche à privatiser des entreprises qui rapportent de gros dividendes à l'état. C'est la privatisation des profits et la nationalisation des pertes...

Concernant Naval Group, c'est la même logique qui s'applique et tous les arguments sont utilisés pour justifier un rapprochement avec un autre industriel.

## **Aux premiers rangs des arguments utilisés :**

***⇒ Il faut grossir en taille pour pouvoir survivre face à l'émergence de nouveaux concurrents, notamment chinois !***

**NON !** Nous l'avons déjà dit et les données sont connues. Les deux premiers chantiers navals chinois regroupent plus de 500 000 personnels. Ce combat est perdu d'avance et met en grave danger l'unicité de notre entreprise, puisqu'un rapprochement industriel nous obligerait à abandonner certaines missions au profit de notre nouveau partenaire.

***⇒ Il faut s'allier pour pouvoir capter de nouveaux contrats qui vont donner du travail à nos sites !***

**NON !** Et c'est la direction qui fait elle-même la démonstration du contraire. Les deux derniers contrats à l'export (Argentine et Belgique) sont des travaux qui vont être confiés à Piriou et Kership,

alors que notre direction annonce un rapide creux de charge à Naval Group Lorient. De plus, il est évident que s'il y a d'autres contrats signés, comme la plupart des contrats de ce type, ils iront grossir les plans de charge ailleurs qu'à Naval Group. Et ce n'est pas la CGT qui le dit !

Le récent programme des pétroliers ravitailleurs, lui, ne semble pas intéresser Naval Group. Comment est-il possible que nous ayons ignoré un contrat de 1,7 milliards d'€ ?

**On le voit bien, les choix réalisés le sont au nom d'une stratégie qui n'est ni celle du renforcement ni celle de la sauvegarde de nos sites de production.**

Ces éléments sont à eux seuls déjà préoccupants, mais comme si cela ne suffisait pas, la Direction Générale a décidé d'aller encore plus loin.

Comme annoncé depuis des années, le plan de charge "sous-marin" explose. Comment cela pourrait-il être autrement lorsque l'on sait que vont se superposer les programmes Barracuda, SN3G et SM australiens.

Faute d'anticipation ou par calcul (la CGT a son avis...), Cherbourg ne peut pas assumer une telle activité et va donc se délester d'une partie de sa charge au profit d'autres établissements Naval Group. Si la collaboration entre établissements et les transferts de charge ou de personnels ont toujours existés dans notre entreprise, ce coup-ci, ils deviennent un vrai danger.

**Par exemple, lorsque Lorient sera partiellement chargé en activité sous-marin, sera-t-il capable d'absorber une éventuelle charge de navires de surface ? Pire, au regard de l'écart de rentabilité des deux activités, quel choix sera fait ?**

Le raisonnement prévaut pour tous les établissements et se pose même la question de la capacité de ceux-ci à retrouver leurs activités "d'origine" après plusieurs années d'activité "sous-marin".

Pour la CGT, tout cela ne relève pas du hasard et correspond à une stratégie globale.

**Les décideurs de Naval Group ont décidé de mettre fin aux activités de fabrication de programmes navals de surface !**

En refusant de fabriquer un éventuel prochain porte-avion, en ne postulant pas à la réalisation des futurs pétroliers ravitailleurs, en confiant les contrats signés à des entreprises sous-traitantes françaises ou autres, en créant des filiales partout dans le monde, nos décideurs avec la complicité du gouvernement ont acté la fin de cette activité.

Si certains ont encore des doutes, la direction va vite les dissiper. **Lors du dernier CSEC, lorsque la CGT a demandé au responsable de la stratégie du groupe quelles étaient les limites qu'un rapprochement industriel ne pouvait pas dépasser, la réponse a été très claire : "Le domaine de la chaufferie nucléaire (propulsion) et le domaine de la dissuasion".**

Quand on sait que dans quelques années les sous-marins (entre autre !) fonctionneront à l'hydrogène, il ne restera rien de la spécificité de NOTRE entreprise.

**C'est donc un véritable saccage industriel qui se prépare. Il faut que les gens sensés prennent leurs responsabilités.**

**La CGT est prête à débattre et à agir avec celles et ceux qui pensent que les armes ne sont pas des marchandises comme les autres, partout où ils se trouvent, pour éviter le sabordage de notre outil de défense !**